



**[Traduction]**

Le 10 janvier 2012

Monsieur William V. Baker  
Sous-ministre  
Sécurité publique Canada  
269, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 0P8

**Objet : Demande d'information du DPB n° IR0062**

Monsieur,

Conformément à mon mandat de fournir au Sénat et à la Chambre des communes du Canada, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale, comme le prévoit l'alinéa 79.2a) de la *Loi sur le Parlement du Canada* et pour faire suite à ma demande du 4 novembre 2011 (demande n° IR00055), je saurais gré à votre ministère de me transmettre les renseignements suivants pour les exercices 2008-2009 et 2009-2010 :

- les montants consacrés par le gouvernement fédéral ainsi que les provinces et les territoires (le cas échéant) pour la supervision communautaire relativement à des peines d'emprisonnement avec sursis;
- le nombre de délinquants ayant complété leur peine d'emprisonnement avec sursis sans être remis en détention;
- le nombre de délinquants n'ayant pas complété leur peine d'emprisonnement avec sursis et ayant été remis en détention;

et, s'il y a lieu, relativement aux délinquants sous responsabilité provinciale :

- le coût moyen des audiences de libération conditionnelle;
- le nombre moyen d'audiences par délinquant;
- la durée moyenne d'incarcération et le pourcentage de la sentence purgée avant la libération conditionnelle;
- le nombre de délinquants libérés conditionnellement sous supervision communautaire;
- les montants consacrés pour la supervision des libérations conditionnelles.

Si ces dernières données ne sont pas disponibles de façon distincte pour les délinquants sous responsabilité provinciale, nous souhaitons quand même recevoir les données comprenant les délinquants sous responsabilité fédérale.

Mon bureau utilisera ces renseignements pour l'aider dans son étude des coûts du projet de loi C-10, Loi sur la sécurité des rues et des communautés.

Veuillez communiquer avec nous si certains points nécessitent clarification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le directeur parlementaire du budget,

***[signature]***

Kevin Page

Pièce jointe : Demande d'information du DPB n° IR0062

c.c. : Rick Stewart, secrétaire adjoint auprès du Cabinet, Bureau du Conseil privé,  
Secrétariat de liaison politique macroéconomique

## Demande d'information du DPB

1) Numéro de la demande :	IR00062
2) Personne-ressource du DPB :	Tolga Yalkin 613-947-0561 ou <a href="mailto:tolga.yalkin@parl.gc.ca">tolga.yalkin@parl.gc.ca</a>
3) Type de demande :	Ponctuelle
4) Objectif du DPB :	Évaluation de l'incidence fiscale du projet de loi C-10
5) Relation avec le mandat :	Aux termes de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> , le DPB a pour mandat d'évaluer le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement.
6) Information et données demandées :	Prière de fournir : <ul style="list-style-type: none"><li>• les renseignements demandés à la première page de la présente lettre;</li><li>• les données par voie électronique, en format Microsoft Excel ou Microsoft Word.</li></ul>
7) Priorité :	Normale
8) Date d'envoi de la demande :	Le 10 janvier 2012
9) Échéance de la demande :	Le 24 janvier 2012